



Communiqué de presse, 2 mars 2010

Honduras : continuité de la dictature, sanglante escalade répressive.

Le 27 janvier 2010 au Honduras, Porfirio Pepe Lobo, désigné successeur du putschiste Roberto Micheletti lors d'un suffrage boycotté par la grande majorité des Honduriens, prend possession de la présidence de l'État. Il représente la continuité du coup d'état du 28 juin 2009 sous une forme plus présentable. « Élu » par seulement 15% de la population, sans aucune légitimité démocratique, il n'est qu'une marionnette dans les mains de l'oligarchie économique et militaire.

Le président constitutionnel Manuel Zelaya, dont le mandat officiel se terminait ce jour là, avant de quitter l'ambassade du Brésil où il était assiégé depuis le mois de septembre par les forces armées, a procédé, par l'intermédiaire de Juan Barahona représentant du Front de Résistance Populaire contre le coup d'état, à une transmission symbolique de l'écharpe présidentielle au peuple hondurien en lutte.

Craignant pour sa vie, il a gagné la République Dominicaine accompagné par le Président dominicain Leonel Fernandez qui a obtenu des putschistes un sauf conduit. Avec ce sauf conduit permettant l'exil de Manuel Zelaya, Porfirio Pepe Lobo croit avoir enclenché un processus de réconciliation nationale.

Avec la prise de possession du nouveau gouvernement illégitime, les forces putschistes veulent accomplir avec succès une stratégie qu'ils ont appliquée depuis le moment d'usurpation du pouvoir: légitimer le coup d'état à posteriori par des élections nationales. De plus, ils essaient ainsi de se garantir l'amnistie et l'impunité des délits politiques et violations des Droits de l'Homme commis depuis le 28 juin 2009. Par ailleurs et à l'instar de Pinochet au Chili, Roberto Micheletti s'était déjà autoamnistié en se faisant nommer député à vie.

Pour le Front de Résistance Populaire hondurien, qui avait appelé ce jour là à manifester massivement et pacifiquement contre l'investiture de Pepe Lobo, la seule issue possible passe par l'arrestation et procès des putschistes pour crime de lèse-humanité et par la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante. Le Front confirme sa décision de ne pas reconnaître le régime de Porfirio Lobo, le considérant comme la continuité de la dictature imposée par l'oligarchie à travers le coup d'état. «...*Nous maintenons l'exigence d'un retour à l'ordre institutionnel et d'installer l'Assemblée Nationale Constituante démocratique et populaire, en accord avec le droit souverain du peuple de définir la société dans laquelle il vit ...*»[♦]

Juan Barahona a déclaré lors de l'acte de transmission de pouvoir du Président Manuel Zelaya au peuple hondurien: « *La Résistance ne reçoit pas cette écharpe comme un trophée ou une simple reconnaissance pour ses efforts. Elle la reçoit comme la plus haute responsabilité : celle de représenter le Peuple et d'obtenir que surgisse la réelle Démocratie, participative et populaire (...) Nous luttons pour la convocation d'une Assemblée Nationale Constituante Populaire révolutionnaire, elle ira bien au delà des réformes tièdes qui laisseraient intact le système des privilèges, système qui permet aux puissants de vivre dans un luxe infini exploitant le travail des pauvres, volant les biens publics et exploitant sans pitié les ressources naturelles (...) Nous voulons une société neuve, un être humain neuf, qui n'exalte pas l'égoïsme comme valeur suprême mais qui cherche au contraire le développement intégral de la collectivité. Nous aspirons à forger des personnes solidaires, qui ressentent comme leur la misère des autres et qui luttent pour éliminer les injustices sociales provoquées par le capitalisme, le patriarcat et le racisme (...) Nous nous battons pour une patrie libre d'ingérences externes, sans bases militaires pour menacer nos frères centraméricains, sans transnationales pour voler impunément nos richesses, sans classes politiques aux ordres de l'empire...*»[♦]

[♦] <http://solidarite-honduras.blogspot.com/>

Avec le maintien de la dictature avec à sa tête Porfirio Lobo au service des intérêts économiques des grands propriétaires terriens et des grands entrepreneurs locaux et internationaux qui s'obstinent à intensifier le modèle néolibéral capitaliste, générateur de pauvreté et d'inégalités ainsi que de l'exploitation indiscriminée des ressources naturelles, le peuple s'est vu ravir la possibilité de déterminer son avenir.

De plus, le coup d'état au Honduras qui s'inscrit dans la persistance du contrôle de la région par les pouvoirs économiques des sociétés transnationales états-uniennes qui avec le soutien de Washington prétendent inverser les processus de changements sociaux à l'œuvre en Amérique Latine, montre, encore une fois, la détermination des États Unis de ne pas permettre le développement des processus sociaux et politiques en Amérique Latine qui ne soient pas contrôlés par eux, sous traitant aux forces armées locales la défense de ses intérêts. L'armée hondurienne n'a jamais mené d'autres guerres que celles contre son propre peuple.

Depuis dans le pays, c'est une vague de répression sanglante contre les membres actifs de la Résistance qui s'est abattue, intensifiant encore la répression constante qui sévit le peuple hondurien depuis le coup d'État du 28 juin 2009. Des assassinats, des disparitions, des arrestations et de menaces ont caractérisé les dernières semaines au Honduras.

Dans son communiqué du 15 février Le Front de Résistance Populaire dénonce la stratégie de l'oligarchie d'affaiblir ainsi les organisations populaires qui maintiennent leurs exigences de rétablissement de la démocratie et de convocation d'une Assemblée Nationale Constituante Populaire.

Le CODEH (Commission des Droits Humains d'Honduras) avec une Plate-forme composé de diverses organisations des droits de l'homme dénonce un plan de terreur pour en finir avec le processus de développement d'une alternative politique et sociale dans le pays. La plateforme dénonce tout ce qui se passe dans le pays devant les organes des droits de l'homme de l'ONU et devant le procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI), pour qu'une enquête et un jugement soient initiés contre les responsables de ces crimes.

De son côté, Amnesty International a demandé une enquête indépendante qui garantisse que tous les responsables d'abus de droits de l'homme soient amenés devant la justice.

Le peuple Hondurien rejette catégoriquement la dictature déguisée, et exige la fin de la répression qui s'abat sur les manifestants et les leaders des mouvements.

Par ailleurs, le Front de Résistance Populaire du Honduras a exprimé sa solidarité avec le peuple haïtien pour la tragédie occasionnée par le tremblement de terre qui a causé des dizaines de milliers de morts, blessés et d'immenses dégâts matériels «... *Nous partageons une réalité très proche de celle de nos frères et sœurs haïtiens: comme eux, nous avons vécu la douleur de catastrophes naturelles, mille fois aggravées par la corruption et la cupidité de l'oligarchie (...) comme eux, nous avons vécu la douleur de catastrophes naturelles transformées en catastrophes humaines par le type de système économique qui nous est imposé...* » ♦

La solidarité des citoyens et des mouvements sociaux est indispensable, et dans ce sens, les Associations Solidarité Honduras et Collectif ALBA-Amérique Latine, appellent les organisations de la société civile à exprimer leur solidarité et exiger que les Droits de l'Homme au Honduras soient respectés, que les crimes ne restent pas impunis, et enfin à rester vigilants sur le devenir du peuple hondurien.

Association Solidarité Honduras : solidarite.honduras@gmail.com